

Des groupes environnementaux et citoyens demandent un BAPE sur le projet d'oléoduc Énergie Est de TransCanada et invitent Québec à se doter d'un pouvoir d'autorisation

Montréal, le 12 juin 2014 – D'importants groupes environnementaux et citoyens ont envoyé aujourd'hui une lettre au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour lui demander de mandater le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) pour qu'il étudie spécifiquement le projet de pipeline Énergie Est de TransCanada et que le Québec se dote d'un pouvoir d'autorisation de ce projet.

Selon les groupes, le ministre Heurtel doit élargir le mandat qu'il a déjà confié au BAPE à l'égard du port pétrolier de Cacouna à l'ensemble du projet d'oléoduc qui traversera le territoire québécois sur plus de 700 kilomètres. Aussi, le mandat confié au BAPE doit comprendre des audiences publiques dans les principales communautés qui pourraient être affectées si les projets de pipeline et de port pétrolier vont de l'avant (ce qui inclut les risques et impacts de déversements liés au transport par pétroliers sur le Saint-Laurent). TransCanada a d'ailleurs déclaré publiquement qu'elle serait favorable à la tenue d'un BAPE sur l'ensemble du projet d'oléoduc. Les groupes demandent également que le Québec se dote d'un pouvoir d'autorisation, non seulement pour le terminal de Cacouna, mais sur l'ensemble du projet.

Les groupes rappellent que l'oléoduc Énergie Est de TransCanada serait l'un des plus importants projets de construction d'infrastructure de l'histoire du pays. Ce projet de 12 milliards de dollars est d'une longueur de 4400 km et d'une capacité de 1,1 million de barils par jour. À titre comparatif, le projet de Keystone XL aux États-Unis aurait une longueur de 1900 km et une capacité de 830 000 barils par jour.

Pour les groupes le projet Énergie Est ne peut être dissocié de la production de pétrole issue des sables bitumineux. La croissance de cette industrie est impossible sans la construction d'oléoducs pour l'acheminer vers les marchés continentaux et mondiaux. Accepter que soit construit cet oléoduc est donc accepter l'augmentation de la production de pétrole des sables bitumineux qui sont responsables pour la majorité de l'augmentation des GES du Canada. Ce raisonnement est d'ailleurs partagé par le président Obama à l'égard de Keystone XL. Considérant le positionnement du gouvernement du Québec à l'égard de la réduction des GES, il semble crucial que cet aspect soit évalué avec soin dans le cadre du mandat du BAPE.

L'oléoduc traversera également de nombreux villages et villes incluant les régions métropolitaines de Québec et de Montréal. Les enjeux liés à la sécurité civile incluant les risques associés à l'approvisionnement en eau potable de ces villes sont d'une importance primordiale. Plusieurs villes ont d'ailleurs exprimé des inquiétudes à cet égard.

Les groupes soulignent que le processus d'évaluation mené par l'Office national de l'énergie est également grandement critiqué, entre autres, en raison de son caractère [antidémocratique](#) (entrave à la participation du public) et de la portée limitée de ses mandats.

Les groupes indiquent également que le gouvernement ontarien a demandé à la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO) d'examiner et de faire un rapport sur le projet Oléoduc Énergie Est de TransCanada PipeLines Limited du point de vue de l'Ontario. Pour appuyer la préparation du rapport, la CEO a entrepris un processus de consultation offrant un forum aux Ontariens pour qu'ils puissent exprimer leurs opinions à propos du projet de manière à éclairer le rapport de la CEO.

Les signataires de la lettre sont : Équiterre, Greenpeace Canada, La Fondation David Suzuki, NON à une marée noire dans le St-Laurent, Sierra Club Québec, Fonds mondial pour la nature, ENvironnement JEUnesse, Les Citoyens au Courant, Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), Nature Québec, Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ), Coalition vigilance oléoducs et le Regroupement Vigilance Hydrocarbures Québec(nouveau nom du RIGSVSL)

La lettre intégrale est disponible :

<http://www.greenpeace.org/canada/Global/canada/report/2014/06/BAPE-transcanada.pdf>

- 30 -

Steven Guilbeault, Équiterre, 514-792-5222

Patrick Bonin, Greenpeace Canada, 514-594-1221

Karel Mayrand, Fondation David Suzuki, 514-998-5458

Martin Poirier et Stéphane Poirier, NON à une marée noire dans le St-Laurent, 418-723-4958

Floris Ensink, Sierra Club Québec, 514-686-3709

Marie-Claude Lemieux, Fonds mondial pour la nature, 514-260-6233

Jérôme Normand, ENvironnement JEUnesse, 514-577-3016

Katherine Massam, Les Citoyens au Courant, 514-619-7635

André Bélisle, AQLPA, 418-209-8756

Christian Simard, Nature Québec, 418-928-1150

Philippe Bourke, RNCREQ, 514-791-7022

Jean Léger, Coalition vigilance oléoducs, 450-258-4249

Jacques Tétreault, Regroupement Vigilance Hydrocarbures Québec (nouveau nom du RIGSVSL), 450-793-4285